

L'idéal européen face à la banqueroute du naturalisme bourgeois

La thématique de ce dossier interroge tout particulièrement l'ambivalence féconde de la notion de Culture prise entre son pôle artistique et son pôle socio-anthropologique. Parler de la Culture dans l'Union européenne, c'est inévitablement toucher aux débats sur la notion de culture¹ européenne et sur ses relations avec le politique.

Partons de l'hypothèse que l'Europe en tant que «figure spirituelle» a connu son âge d'or dans les années 1980. À cette époque, la Communauté européenne pouvait se représenter comme l'espace privilégié d'une troisième voie entre le Capitalisme anglo-saxon et le Communisme soviétique. Terre du juste milieu incarnée par un homme de bonne volonté (Jacques Delors), elle pouvait aisément se définir sur un mode synchronique: la question (diachronique) de ses sources historiques et de ses origines culturelles ne semblait pas prépondérante. Tout a changé avec le *turning point* du début des années 90. L'Europe a perdu avec le bloc communiste l'un de ses meilleurs repoussoirs. Elle n'a pas manqué dans la foulée d'adhérer à la vision du *One World*, celle d'un néo-libéralisme mondialisé et cela, sans tenir compte de l'avertissement qu'avait pourtant constitué le krach du 19 octobre 1987. En mai 1994, *Le Monde diplomatique* rassemblait les contributions de diverses sensibilités critiques sous ce titre suggestif: «L'Europe, une utopie blessée».² Les auteurs convergeaient pour s'étonner de la promotion du principe de concurrence en un véritable dogme religieux.

Sans doute est-ce dans ce contexte de doute qu'il faut resituer le livre de Rémi Brague, *Europe, la voie romaine*³ (1992), l'un des essais les plus exemplatifs des problèmes liés à la définition d'une culture européenne. Celle-ci est définie non comme le berceau d'une Civilisation distinguée de la Barbarie mais comme son relais. Une vocation universaliste de l'Europe est ainsi réaffirmée mais avec le souci proclamé de ne pas verser dans l'essentialisme («nous» et les «autres»). Rémi Brague se démarque ainsi explicitement de l'europhisme raciste (tradition dont on sous-estime la contribution à l'idée européenne) ou encore de la représentation de la Chrétienté médiévale comme une unité organique idéale. Pour Brague, les Européens, en tant que «Romains», ne sont les inventeurs, les pionniers de rien mais ils sont, par excellence, les passeurs du meilleur. Brague a beau déplacer,

nuancer et interioriser le clivage Civilisation/ Barbarie, il n'y recourt pas moins comme s'il était indispensable pour valoriser la notion même de «culture européenne». On me pardonnera de voir dans cette tentative un ethnocentrisme subtil, de second degré. Malgré toutes ses nuances, Brague — qui ne cache pas ses convictions catholiques *romaines* — assigne, comme horizon privilégié de réflexion, des périodes antérieures à la Renaissance et à la Réforme. Il montre ainsi implicitement que le débat sur la «culture» européenne recoupe en partie le débat sur la «modernité».⁴

Une certaine idéologie européiste semble profondément embarrassée par l'essor, pendant plusieurs siècles, de cultures liées à des langues vernaculaires: cette fragmentation du paradis latin a pourtant permis le développement d'importantes traditions littéraires et de sensibilités philosophiques diverses. L'expression, aujourd'hui considérée comme ringarde, d'Europe des patries, essayait justement d'exprimer cette idée que l'Europe était riche d'abord de sa diversité interne. Dans cette perspective, accueillir le Portugal n'aurait pas d'abord consisté à intégrer un bon élève ou un futur cancre (un PIGS) de la classe économique mais à accueillir un pays à l'histoire extraordinaire (eu égard à sa superficie et à sa population), un pays apportant avec lui ses relations et sa langue commune avec l'un des principaux pays émergents (un BRICS). L'obsession de la convergence économique a fait négliger la valorisation de l'apport singulier à une dynamique commune qu'a représenté ou aurait pu représenter l'arrivée d'une nouvelle culture nationale.

On pourrait montrer qu'une certaine idéologie européiste s'est signalée par ce que l'on a pu appeler un «anti-nationalisme», c'est-à-dire non plus simplement une juste dénonciation des dérives racistes et impérialistes de l'idée nationale (anti-nationalisme) mais une remise en cause virulente de l'existence même des États-Nations dont l'émergence historique est décrite comme une sorte de catastrophe. Or, si cet anti-nationalisme se représente, le cas échéant, comme «post-moderne», il peut aussi s'alimenter à une nostalgie «pré-moderne» (celle d'une Europe qui n'aurait pas été fragmentée par la Réforme). Non content de déconstruire les États-Nations par le haut — ce qui pouvait se justifier par le pro-

jet — on a aussi tenté de les déconstruire par le bas en stimulant les régionalismes. Malheureusement pour l'apprenti sorcier, les régionalismes en question peuvent fort bien se muer à leur tour en nationalismes purs et durs.

En fait, pour un courant de la discipline anthropologique, le fait national *est* un fait culturel, c'est-à-dire un *produit historique complexe et ambivalent* que l'on ne saurait ni abolir par décret ni par l'instauration d'une monnaie commune. Lorsque deux cultures nationales sont mises en contact, il s'ensuit toute une série d'échanges stimulants mais aussi de retraductions faussées, de transferts paradoxaux,⁵ qu'il s'agira d'analyser patiemment pour qu'ils conduisent non à des malentendus possiblement conflictuels mais à une synthèse commune, plus large et plus riche. Le dialogue inter-national *est* un dialogue inter-culturel: il exige du temps et de la méthode. Il exige d'être mis *au cœur* d'un projet de rassemblement politique de deux cultures nationales. Que dire alors d'une Europe des 27?

Qu'un théoricien de la «culture» européenne comme Rémi Brague, qui se veut pourtant nuancé, soit aussi un contempteur de la «modernité» donne à réfléchir à tous ceux qui ne seraient pas nostalgiques d'une Europe latine et catholique. Il conviendrait en fait de mieux distinguer entre une *modernité* philosophique et politique, d'une part, et une *modernisation* technologique et économique d'autre part. Leur apparente complémentarité ne doit pas masquer leur possible tension: on peut critiquer la seconde tout en étant fidèle à la première. L'Europe est précisément le lieu (à partir des 16^e et 17^e siècles) où la sphère économique s'est *désencastrée*⁶ des autres sphères d'activité humaine pour finalement imposer sa logique à ces dernières sous la forme de l'*économisme* caractéristique de la *culture bourgeoise*. Sur le plan des idées, cet économisme peut être décrit à la fois comme un *naturalisme* et un *utilitarisme*: il attend merveille de l'harmonisation supposée *spontanée* (naturelle) des *intérêts* dans un espace de libre concurrence. Revenu en force autour de 1990, l'économisme a corrompu la vocation européenne en donnant à son universalisme proclamé une dimension réductionniste. Le temps du dialogue inter-culturel, fondé sur un travail patient de compréhension réciproque, n'est évi-

demment pas compatible avec le principe d'accélération induit par l'idéologie techno-économique.

Est-il trop tard? Y a-t-il eu à un moment donné une bifurcation fatale dans l'idée de construction européenne ou est-il toujours possible de la réorienter? Il est intéressant à cet égard de relire un livre publié en 1973 qui arborait en couverture cette prophétie: «Face aux défis des multinationales, le socialisme sera européen ou ne sera pas». Ce véritable manifeste de l'alter-européisme était signé notamment par un certain... Michel Rocard.⁷ À cette époque, les auteurs misaient sur l'arrivée au pouvoir d'un parti socialiste dans l'un des pays de la communauté. Aujourd'hui, sans doute faut-il donner crédit à François Hollande de réussir le tour de force d'une réorientation et d'un réenchantement, c'est-à-dire de réussir là où tant d'autres ont échoué depuis trente ans.

En attendant, il faut sans doute reprendre la discussion des concepts à leur point de départ et dans toute leur complexité dialectique. Pareille réflexion devrait se tenir à la croisée de l'éthique juridique (les droits de l'homme), de l'anthropologie culturelle et de la philosophie politique. Ce à quoi beaucoup d'entre nous aspirent plus ou moins explicitement, c'est à une synthèse entre l'universalisme, le pluralisme et le «personnalisme». Universalisme, parce que le rassemblement d'entités politiques ne peut se concevoir qu'en relation avec un horizon plus large, celui d'une communauté éthique universelle. Pluralisme *culturel* parce que la diversité est source de reconnaissance et, à certaines conditions, d'enrichissement: encore faut-il ne lui accorder ni excès d'honneur ni excès d'indignité (ni exacerbation des identités régionales ni diabolisation des identités nationales). «Personnalisme» en ce sens que les structures collectives sont là pour accompagner les vocations personnelles et non pour les instrumentaliser.

Utopie? Sans doute. Encore faut-il comprendre cette synthèse comme une utopie au sens positif du terme, c'est-à-dire comme un horizon de sens mobilisateur, et non comme un programme électoral à réaliser dans l'année. Ce qui est une utopie au sens négatif du terme, c'est-à-dire une idéologie qui se croit «réaliste» mais qui est en fait tellement coupée des réalités qu'elle en vient à diaboliser toutes les formes de

critique, c'est de croire que cette synthèse – toujours à repenser et à reconstruire – était un *apanage naturel* de l'Europe ou qu'elle serait le *produit spontané* d'une culture économique fondée sur le principe de concurrence.

Dans son livre *Au cœur des sociétés*,⁸ l'anthropologue Marshall Sahlins montre comment la prétendue rationalité économique occidentale est le lieu d'une production symbolique inconsciente, non maîtrisée. Il affirme ainsi que le *totémisme* et le *fétichisme* ne sont pas du côté que l'on croit. Voilà qui donne à réfléchir lorsqu'on relit tous les bénéfices *extra-économiques* que les promoteurs de l'euro attendaient de sa mise en œuvre (je n'entre pas ici dans le débat sur son utilité pragmatique). Jugé à l'aune des bénéfices *symboliques* que l'on attendait de lui, l'euro est clairement un échec culturel. Mais pour réfléchir à ce fait, encore faudrait-il enfin s'apercevoir que l'économie c'est aussi, c'est d'abord, de la culture au sens socio-anthropologique du terme. Le désenchantement de l'Europe actuelle est à la mesure de la démythification d'une religion bourgeoise qui se voulait naturelle, rationnelle et universelle et qui s'avère en réalité magique et ethnocentrique. L'idéal européen parviendra-t-il à s'émanciper de celle-ci, parviendra-t-il à

lui survivre? C'est ici que les artistes pourraient avoir leur mot à dire.

Joël Roucloux
Essayiste

1 Par convention, je propose ici de mettre une minuscule au mot de *culture* dans son sens socio-anthropologique.

2 Il s'agit d'un dossier spécial (cf. *Manière de voir* n° 22) rassemblant de nombreuses contributions d'universitaires, élargissant ainsi la ligne éditoriale du mensuel. Dans le même esprit, voir dix ans plus tard le *Manière de voir* n° 61 (janvier-février 2002): «L'euro sans l'Europe».

3 L'ouvrage a été réédité en 1999 dans la collection Folio essais avec une postface inédite.

4 Voilà qui apparaît de manière beaucoup plus explicite dans l'article du même auteur «Le problème de l'homme moderne» (publié dans G. Laforest et Ph. de Lara (dir.), *Charles Taylor et l'interprétation de l'identité moderne*, Paris, Cerf, 1998, p. 217-229).

5 Ma référence méthodologique principale est ici le Louis Dumont de *L'idéologie allemande. France-Allemagne et retour* (Paris, Gallimard, 1991). À compléter par le passionnant recueil dirigé par J. Leenhardt et R. Picht, *Au jardin des malentendus. Le commerce franco-allemand des idées* (Actes Sud, Arles, 1990).

6 Les connaisseurs auront reconnu les thèmes du grand socio-anthropologue Karl Polanyi.

7 B. Jaumont, D. Lenègre et M. Rocard, *Le marché commun contre l'Europe*, Paris, Seuil, 1973. Tous les arguments contre l'Europe néo-libérale qui s'étalent aujourd'hui dans les librairies sont déjà dans ce petit ouvrage.

8 M. Sahlins, *Au cœur des sociétés: raison utilitaire et raison culturelle*, Paris, 1980. Voir la conclusion intitulée: «Utilité et Ordre culturel».



LES PRIVATISATIONS AVAIENT ÉTÉ BON TRAVAIL...
LES FEMMES ET LES HOMMES D'EUROPE APPRÉHENDENT
AVEC SURPRISE QU'APRÈS LES TRANSPORTS, LA FORÊT,
L'ÉNERGIE, LA CULTURE... C'ÉTAIT L'AIR LI-MÊME
QUI NE LEUR APPARTENAIT PLUS...